

MESSAGE N° 106

28 octobre 2008

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi relative à la centrale 144 d'appels d'urgence sanitaire

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi de durée limitée relative à la centrale 144 d'appels d'urgence sanitaire.

Le présent message est structuré selon le plan suivant:

- 1. Introduction**
- 2. Commentaires des dispositions**
- 3. Incidences**
- 4. Conclusion**

1. INTRODUCTION

La centrale 144 a été ouverte le 1^{er} février 1999 sur la base du décret du 12 février 1998 relatif à la création d'une centrale 144 d'appels d'urgence sanitaire. Ce décret prévoit que l'Etat confie à un organe extérieur l'entretien et l'exploitation de la centrale sur la base d'un contrat de droit public ou privé; un contrat de droit public a ainsi donc été confié à l'Hôpital cantonal puis au Réseau hospitalier fribourgeois concernant l'entretien et l'exploitation de la centrale sanitaire 144. Le décret du 12 février 1998 a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2008 par ordonnance du 12 décembre 2006.

La centrale 144 a mission de collecter les appels d'urgence sanitaire provenant de l'ensemble du canton, de les trier et de les transmettre aux services d'intervention compétents en indiquant l'importance des urgences et les moyens à engager. La centrale 144 gère les appels provenant de tout le canton de Fribourg à l'exception de ceux de la Broye fribourgeoise, gérés par la centrale 144 de Lausanne. Depuis 2003, elle gère par contre les appels de la région d'Avenches, qui est desservie par les ambulances de Morat. Pour la région d'Avenches, tous les appels de la téléphonie fixe et mobile aboutissent donc à la centrale 144 de Fribourg. A relever que pour quelques communes bernoises limitrophes du canton de Fribourg desservies officiellement par les ambulances des districts du Lac et de la Singine, la gestion et le suivi de ces interventions se font par la centrale 144 de Berne et seule l'alarme transite par la centrale de Fribourg.

La centrale 144 fonctionne avec un personnel obligatoirement bilingue français-allemand, qui provient pour sa majeure partie du monde ambulancier.

Sur mandat de la Direction de la santé et des affaires sociales, une étude a été menée sur la faisabilité d'une intégration de la centrale 144 au Centre d'engagement et d'alarms (CEA) de la Police cantonale. Compte tenu des discussions amorcées avec des cantons voisins pour une collaboration intercantionale dans le domaine de la régulation des appels d'urgence sanitaire, le Conseil d'Etat a toutefois décidé le renvoi à une date ultérieure de la question d'une éventuelle intégration de la centrale 144 d'appels d'urgence sanitaire au CEA.

Dans le courant du dernier trimestre 2005 en effet, des discussions ont débuté entre les cantons du Jura, de Neuchâtel et de Fribourg sur la possibilité d'une régulation des appels sanitaires des trois cantons par la centrale 144 fribourgeoise. Une telle solution a été mise de côté au profit d'une étude de faisabilité de la création d'une cen-

trale 144 pour l'ensemble des cantons romands, étude demandée par la Conférence romande des affaires sanitaires et sociales (CRASS) à fin 2006, puis finalement abandonnée dans le courant 2007.

La DSAS a relancé les discussions avec les cantons du Jura et de Berne (pour la partie francophone) pour une éventuelle régulation des appels sanitaires commune aux trois cantons. Le canton de Neuchâtel, qui avait renoncé à toute collaboration, a repris contact dernièrement avec Fribourg afin d'étudier la meilleure solution pour une régulation des appels sanitaires de sa population.

Il ressort de ce qui précède que des discussions sont en cours pour des collaborations avec différents partenaires potentiels, collaborations qui permettraient de renforcer la centrale 144 fribourgeoise et d'en optimiser l'efficience. C'est pourquoi il paraît judicieux de maintenir la solution actuelle de la centrale 144 de Fribourg, le temps qu'une solution définitive puisse être trouvée.

2. COMMENTAIRES DES DISPOSITIONS

Pour l'essentiel, la présente loi reprend le contenu du décret du 12 février 1998, l'organisation actuelle fonctionnant à satisfaction. La plupart des dispositions n'appellent donc pas de commentaires spécifiques.

Article 3

Depuis la mise en service de la centrale 144, son entretien et son exploitation ont été confiés à l'Hôpital cantonal puis à l'hôpital fribourgeois. Cette solution est tout à fait satisfaisante. La situation pouvant encore évoluer en fonction des discussions en cours avec les différents partenaires potentiels, il paraît judicieux de laisser au Conseil d'Etat une certaine marge de manœuvre, pendant le délai de validité de la présente loi.

Article 5

Compte tenu des attributions conférées par le règlement du 5 décembre 2000 sur les services d'ambulance et les transports de patients et patientes à la Commission cantonale pour les mesures sanitaires d'urgence (CCMSU) (cf. art. 4), une modification des zones d'intervention des services d'ambulance devrait obtenir son assentiment.

Article 7

La centrale 144 est placée sous la surveillance du Conseil d'Etat (cf. art. 4). Elle est dotée d'une commission de surveillance financière et de gestion qui est composé de 6 membres, dont 3 proposés par la Conférence des préfets, par l'Association des communes fribourgeoises et par la Société de médecine du Canton de Fribourg. Les autres membres sont issus du Service de la santé publique, de la Police cantonale et de l'hôpital fribourgeois. La commission est l'organe consultatif du Conseil d'Etat pour toutes les questions liées à la gestion de la centrale. Elle veille à ce que la centrale exerce sa mission d'une manière efficace, rationnelle et économique. Avec la création de la CCMSU par l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2001 du règlement du 5 décembre 2000 sur les services d'ambulance et les transports de patients et patientes, la commission médico-technique également prévue par le décret de 1998 est devenue de facto caduque. En effet, la CCMSU a notamment pour tâche d'examiner et faire les propositions nécessaires quant à l'adéquation de la formation des permanenciers et permanencières, de l'équipement et

de l'organisation de la centrale 144 d'appels d'urgence sanitaire, en vue de l'amélioration de la sécurité et de la qualité de la régulation des appels (art. 4 du règlement précité).

Article 9

Afin d'assurer la pérennité de la centrale 144, le Conseil d'Etat devra fixer l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2009.

3. INCIDENCES

La présente loi n'a aucunes incidences financières nouvelles. En effet, la centrale 144 existe déjà, le budget de la centrale 144 émargeant au budget du Service de la santé publique.

La présente loi ne modifie pas la répartition des compétences entre l'Etat et les communes, étant donné que le financement de la centrale 144 est déjà entièrement assuré par l'Etat.

Conforme à la Constitution, elle concerne une matière qui n'est régie ni par le droit fédéral, ni par le droit européen.

4. CONCLUSION

Le Conseil d'Etat invite dès lors le Grand Conseil à adopter le présent projet de loi de durée limitée relative à la centrale 144 d'appels d'urgence sanitaire.

BOTSCHAFT Nr. 106 28. Oktober 2008
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Entwurf des Gesetzes
über die Sanitätsnotruf-Zentrale 144

Hiermit unterbreiten wir Ihnen den Entwurf für ein befristet geltendes Gesetz über die Sanitätsnotruf-Zentrale 144.

Diese Botschaft gliedert sich wie folgt:

- 1. Einführung**
- 2. Erläuterung der Bestimmungen**
- 3. Auswirkungen**
- 4. Antrag**

1. EINFÜHRUNG

Die Zentrale 144 wurde am 1. Februar 1999 aufgrund des Dekrets vom 12. Februar 1998 über die Errichtung einer Sanitätsnotruf-Zentrale 144 eröffnet. Gemäss dem Dekret konnte der Staat ein externes Organ aufgrund eines öffentlich-rechtlichen oder privatrechtlichen Vertrags mit dem Betrieb und Unterhalt der Zentrale 144 betrauen. Hierfür wählte er zuerst das Kantonsspital und anschliessend das Freiburger Spitalnetz. Mit Verordnung vom 12. Dezember 2006 wurde das Dekret bis zum 31. Dezember 2008 verlängert.

Die Zentrale 144 hat zur Aufgabe, die Sanitätsnotrufe aus dem ganzen Kanton entgegenzunehmen, die gemeldeten

Notfallsituationen zu beurteilen und unter Angabe der Schwere des Notfalls und der einzusetzenden Mittel die zuständigen Einsatzdienste anzufordern. Sie nimmt die Anrufe aus dem ganzen Kanton Freiburg entgegen, mit Ausnahme der Anrufe aus der Freiburger Broye, die von der Zentrale 144 Lausanne übernommen werden. Umgekehrt befasst sie sich seit 2003 mit den Notrufen der Region Avenches, die von Murtener Ambulanzdiensten versorgt wird. Für die Region Avenches gelangen somit alle vom Festnetz und von Handys ausgehende Notrufe an die Zentrale 144 von Freiburg. Für einige an den Kanton Freiburg angrenzende Berner Gemeinden, die offiziell von den Ambulanzdiensten des See- und des Sensebezirks bedient werden, gehen die Notrufe zwar zunächst über die Freiburger Zentrale 144, mit der Führung und Nachkontrolle der Einsätze selber befasst sich aber die Berner Zentrale 144.

Die Zentrale 144 arbeitet mit einem Personal, das zweisprachig sein muss (Französisch und Deutsch) und zum grössten Teil aus Rettungssanitätskreisen stammt.

Im Auftrag der Direktion für Gesundheit und Soziales erfolgte eine Machbarkeitsstudie in Bezug auf die Integration der Zentrale 144 in die Einsatz- und Alarmzentrale (EAZ) der Kantonspolizei. In Anbetracht aber der mit den Nachbarkantonen aufgenommenen Gespräche, die einer interkantonalen Zusammenarbeit in der Regulierung der Sanitätsnotrufe gelten, hat der Staatsrat beschlossen, die Frage einer allfälligen Integration der Zentrale 144 in die EAZ auf später zu vertagen.

Im Lauf des letzten Quartals 2005 begannen die Gespräche zwischen den Kantonen Jura, Neuenburg und Freiburg über die Möglichkeit einer Regulierung der Sanitätsnotrufe durch die Freiburger Zentrale 144. Eine solche Lösung wurde beseite gelegt, zugunsten einer Machbarkeitsstudie bezüglich der Errichtung einer Zentrale 144 für alle Westschweizer Kantone zusammen. Diese Studie wurde Ende 2006 von der *Conférence romande des affaires sanitaires et sociales* (CRASS) gefordert, im Lauf des Jahres 2007 aber aufgegeben.

Die GSD hat die Gespräche mit den Kantonen Jura und Bern (für den französischsprachigen Kantonsteil) wieder aufgenommen; sie betreffen eine allfällige den drei Kantonen gemeinsame Regulierung der Sanitätsnotrufe. Der Kanton Neuenburg, der auf jede Zusammenarbeit verzichtet hatte, hat letztthin wieder mit Freiburg Kontakt aufgenommen, um zu prüfen, welches die beste Lösung für eine Regulierung der Sanitätsnotrufe seiner Bevölkerung sei.

Aus all dem geht hervor, dass Gespräche mit verschiedenen potenziellen Partnern laufen, Gespräche, die der einen oder anderen Form der Zusammenarbeit gelten. Mit einer solchen Zusammenarbeit könnte die Freiburger Zentrale 144 verstärkt und ihre Effizienz optimiert werden. Aus diesem Grund ist es zweckmässig, die heutige Situation der Freiburger Zentrale 144 beizubehalten, bis eine endgültige Lösung gefunden werden kann.

2. ERLÄUTERUNG DER BESTIMMUNGEN

Nachdem die heutige Organisation zur Zufriedenheit funktioniert, übernimmt das Gesetz im Wesentlichen den Inhalt des Dekrets vom 12. Februar 1998. Die meisten Bestimmungen brauchen daher nicht besonders erläutert zu werden.

Artikel 3

Bei der Inbetriebnahme der Zentrale 144 wurde zunächst das Kantonsspital mit deren Betrieb und Unterhalt betraut, heute versieht das freiburger spital diese Aufgabe. Diese Lösung hat sich als absolut zufrieden stellend bewährt. Da sich aber die Situation entsprechend den laufenden Diskussionen mit verschiedenen potenziellen Partnern noch ändern kann, ist es zweckmässig, dem Staatsrat für die Zeit, in der dieses Gesetz gilt, einen gewissen Handlungsspielraum zu lassen.

Artikel 5

In Berücksichtigung der Aufgaben, welche die Kantonale Kommission für sanitätsdienstliche Notmassnahmen aufgrund des Reglements vom 5. Dezember 2000 über die Ambulanzdienste und Patiententransporte hat (s. hierzu Art. 4 des Reglements), müsste für eine Änderung der Einsatzzonen die Zustimmung dieser Kommission eingeholt werden.

Artikel 7

Die Zentrale 144 untersteht der Aufsicht des Staatsrats (s. Art. 4). Sie ist mit einer Aufsichtskommission für Finanz- und Verwaltungsangelegenheiten versehen; diese besteht aus 6 Mitgliedern, von denen 3 von der Konferenz der Oberammänner, dem Freiburger Gemeindeverband und der Ärztegesellschaft des Kantons Freiburg vorgeschlagen werden. Die übrigen Mitglieder kommen aus dem Amt für Gesundheit, aus der Kantonspolizei und aus dem freiburger spital. Die Kommission ist beratendes Organ des Staatsrats in allen Fragen, die mit der Führung der Zentrale verbunden sind. Sie wacht darüber, dass die Zentrale ihren Auftrag effizient, rationell und wirtschaftlich erfüllt. Mit der Einsetzung der Kommission für sanitätsdienstliche Notmassnahmen per 1. Januar 2001 (als das Reglement vom 5. Dezember 2000 über die Ambulanzdienste und Patiententransporte in Kraft trat) wurde die ebenfalls vom Dekret 1998 vorgeschriebene medizi-

nisch-technische Kommission de facto hinfällig. Denn die Kommission für sanitätsdienstliche Notmassnahmen hat vor allem zur Aufgabe, die Vorschläge zu prüfen und zu unterbreiten, die für die angemessene Ausbildung des Bereitschaftspersonals, die Ausrüstung und die Organisation der Zentrale 144 im Hinblick auf die erhöhte Sicherheit und Qualität der Notruf-Regulierung nötig sind (Art. 4 des Reglements).

Artikel 9

Um den Fortbestand der Zentrale 144 sicherzustellen, wird der Staatsrat den Zeitpunkt für das Inkrafttreten des Gesetzes auf den 1. Januar 2009 festsetzen müssen.

3. AUSWIRKUNGEN

Das Gesetz zeitigt keine neuen finanziellen Auswirkungen. Denn die Zentrale 144 besteht schon, und ihr Budget ist im Jahresvoranschlag des Amtes für Gesundheit eingetragen.

Nachdem die Finanzierung der Zentrale vollumfänglich vom Staat sichergestellt wird, ändert das Gesetz nichts an der Kompetenzenverteilung zwischen dem Staat und den Gemeinden.

Das Gesetz stimmt mit der Verfassung überein und betrifft eine Materie, die weder im Bundesrecht noch im europäischen Recht geregelt ist.

4. ANTRAG

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat ein, diesem Entwurf für ein befristet geltendes Gesetz über die Sanitätsnotruf-Zentrale 144 zuzustimmen.

Loi

du

relative à la centrale 144 d'appels d'urgence sanitaire

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 16 novembre 1999 sur la santé;

Vu le message du Conseil d'Etat du 28 octobre 2008;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1 Objet

La présente loi règle l'organisation, le fonctionnement et le financement de la centrale 144 d'appels d'urgence sanitaire (la centrale).

Art. 2 Mission

La centrale 144 d'appels d'urgence sanitaire a la mission de collecter les appels d'urgence sanitaire provenant de l'ensemble du canton, de les trier et de les transmettre aux services d'intervention compétents, en indiquant l'importance des urgences et les moyens à engager.

Art. 3 Tâches de l'Etat

a) Gestion

L'Etat confie à un tiers l'entretien et l'exploitation de la centrale, sur la base d'un contrat de droit public ou privé.

Art. 4 b) Surveillance

La centrale est placée sous la haute surveillance du Conseil d'Etat qui peut la déléguer à l'une de ses Directions.

Gesetz

vom

über die Sanitätsnotruf-Zentrale 144

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesundheitsgesetz vom 16. November 1999;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 28. Oktober 2008;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1 Gegenstand

Dieses Gesetz regelt die Organisation, den Betrieb und die Finanzierung der Sanitätsnotruf-Zentrale 144 (die Zentrale).

Art. 2 Auftrag

Die Sanitätsnotruf-Zentrale 144 hat den Auftrag, die Sanitätsnotrufe aus dem ganzen Kanton entgegenzunehmen, die gemeldeten Notfallsituationen zu beurteilen und unter Angabe der Schwere des Notfalls und der einzusetzenden Mittel die zuständigen Einsatzdienste anzufordern.

Art. 3 Aufgaben des Staates

a) Führung

Der Staat betraut Dritte aufgrund eines öffentlich-rechtlichen oder privatrechtlichen Vertrags mit dem Betrieb und dem Unterhalt der Zentrale.

Art. 4 b) Aufsicht

Die Zentrale untersteht der Oberaufsicht des Staatsrates, der diese Aufsicht an eine seiner Direktionen delegieren kann.

Art. 5 Tâches des associations de communes

Les associations de communes pour les services médico-sociaux organisent, seules ou en collaboration, par district ou par région, les services d'ambulance. En particulier, elles définissent, en accord avec la Commission cantonale pour les mesures sanitaires d'urgence, les zones d'intervention.

Art. 6 Financement

Les charges d'exploitation de la centrale sont financées par le versement d'une enveloppe budgétaire à la charge de l'Etat, après déduction des participations de tiers.

Art. 7 Commission de surveillance

a) Composition et tâches

¹ La centrale est dotée d'une Commission de surveillance financière et de gestion (Commission de surveillance). Elle compte cinq membres et un président ou une présidente nommés par le Conseil d'Etat, dont une personne représentant la Conférence des préfets, une personne représentant l'Association des communes fribourgeoises et une personne représentant la Société de médecine du canton de Fribourg. Le président ou la présidente de la Commission cantonale pour les mesures sanitaires d'urgence, une personne représentant la centrale et une personne représentant les services d'ambulance reconnus participent aux séances avec voix consultative.

² La Commission de surveillance est l'organe consultatif du Conseil d'Etat pour toutes les questions liées à la gestion de la centrale. Elle veille à ce que celle-ci exerce sa mission d'une manière efficace, rationnelle et économique.

³ Elle a en particulier les tâches suivantes:

- a) organiser la centrale pour tout ce qui concerne l'aménagement, l'équipement et le personnel;
- b) se prononcer sur les budgets et les comptes de la centrale;
- c) collaborer à l'organisation des services d'ambulance;
- d) présenter toute proposition nécessaire dans le sens ci-dessus au Conseil d'Etat.

Art. 5 Aufgaben der Gemeindeverbände

Die Gemeindeverbände für die sozialmedizinischen Dienste organisieren allein oder in Zusammenarbeit nach Bezirk oder Region die Ambulanzdienste. Insbesondere legen sie in Absprache mit der Kantonalen Kommission für sanitätsdienstliche Notmassnahmen die Einsatzzonen der Ambulanzdienste fest.

Art. 6 Finanzierung

Die Betriebskosten der Zentrale werden durch ein Globalbudget finanziert. Dieses geht, nach Abzug der Beteiligung Dritter, zu Lasten des Staates.

Art. 7 Aufsichtskommission

a) Zusammensetzung und Aufgaben

¹ Für die Zentrale wird eine Aufsichtskommission für Finanz- und Verwaltungsangelegenheiten (Aufsichtskommission) geschaffen. Sie besteht aus 5 Mitgliedern und einer Präsidentin oder einem Präsidenten, die vom Staaterrat ernannt werden. Je ein Mitglied vertritt die Konferenz der Oberammänner, den Freiburger Gemeindeverband und die Ärztegesellschaft des Kantons Freiburg. Die Präsidentin oder der Präsident der kantonalen Kommission für sanitätsdienstliche Notmassnahmen sowie eine Person, die die Zentrale, und eine die die anerkannten Ambulanzdienste vertritt, nehmen mit beratender Stimme an den Sitzungen teil.

² Die Aufsichtskommission ist das beratende Organ des Staatsrates in allen Fragen, die mit der Führung der Zentrale verbunden sind. Sie sorgt dafür, dass die Zentrale ihren Auftrag wirksam, rationell und wirtschaftlich erfüllt.

³ Insbesondere hat sie folgende Aufgaben:

- a) Sie organisiert die Zentrale in allem, was die Einrichtung, die Ausrüstung und das Personal angeht.
- b) Sie nimmt Stellung zu den Jahresvoranschlägen und -rechnungen der Zentrale.
- c) Sie arbeitet bei der Organisation der Ambulanzdienste mit.
- d) Sie unterbreitet sämtliche in diesem Zusammenhang nötigen Vorschläge dem Staatsrat.

Art. 8 b) Fonctionnement

¹ La Commission de surveillance siège aussi souvent que nécessaire, mais au moins deux fois par année.

² Elle adresse chaque année, jusqu'au 31 mars, son rapport d'activité au Conseil d'Etat pour approbation.

³ Le secrétariat de la Commission de surveillance est assuré par la centrale.

⁴ Les frais de fonctionnement de la Commission de surveillance émargent au budget de la centrale.

Art. 9 Dispositions finales

¹ La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

² Elle déploie ses effets jusqu'au 31 décembre 2012. Le Conseil d'Etat est autorisé à en prolonger la durée de trois ans.

³ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 8 b) Arbeitsweise

¹ Die Aufsichtskommission tritt so oft wie nötig zusammen, mindestens jedoch zweimal jährlich.

² Sie unterbreitet jährlich bis zum 31. März dem Staatsrat ihren Tätigkeitsbericht zur Genehmigung.

³ Das Sekretariat der Aufsichtskommission wird von der Zentrale geführt.

⁴ Die Aufwendungen für die Aufsichtskommission werden aus dem Budget der Zentrale finanziert.

Art. 9 Schlussbestimmungen

¹ Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

² Es gilt bis zum 31. Dezember 2012. Der Staatsrat kann die Geltungsdauer um drei Jahre verlängern.

³ Der Staatsrat setzt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.